

Critique populaire de l'exploitation. Ce que devient le travail

Nicolas LATTEUR, 2023, *Critique populaire de l'exploitation. Ce que devient le travail*, Lormon, Éditions Le bord de l'eau, 317 p.

Comprendre ce que devient le travail à partir de la parole des salarié·e·s, tel est le projet de l'ouvrage de Nicolas Latteur. Le point de vue n'est pas banal car l'avenir du travail, de l'emploi, et du salariat paraissent généralement tracés par la doxa managériale ou les prévisions d'économistes et de spécialistes des technologies. Les un·e·s promettent une organisation du travail à la fois plus «agile» et plus participative, voire carrément la libération du travail ; les autres annoncent des ajustements douloureux impulsés par les avancées technologiques ou des impératifs budgétaires. Quant aux politiques de l'emploi, elles sont davantage préoccupées par le contrôle des salaires au nom de la compétitivité et au mieux par la recherche d'un équilibre précaire entre la promotion de la flexibilité et la préservation du bien-être des travailleur·e·s. La question de l'exploitation du travail par le capital a été évacuée du débat public et, pourtant, les mobilisations collectives, les grèves qualifiées parfois d'improbables, qu'elles répondent aux restructurations d'entreprises, édulcorées en termes de «plans de transformation», aux effets délétères de situations de sous-effectif, aux dégradations des conditions salariales, d'emploi et de travail montrent à l'évidence que «le salariat est irréductible à toute pacification». La démarche de l'auteur, qu'il avait déjà adoptée dans un précédent ouvrage (Lateur, 2017), consiste à appréhender les conflictualités du travail en ce qu'elles révèlent une «*critique populaire élaborée à partir des expériences et des savoirs constitués par les salariés*». De ce point de vue, par-delà l'expression compréhensible d'émotions, de mécontentements, de frustrations, par exemple face aux licenciements collectifs ou à des formes d'intensification du travail et de précarisation de l'emploi, les travailleur·e·s peuvent donc faire preuve d'expertise et construire une analyse critique des transformations du travail.

L'ouvrage est structuré en trois parties qui peuvent être lues dans l'ordre ou le désordre. La première partie, «Dirigés à distance, contrôlés en permanence», rend compte d'un mouvement général de dispersion et d'isolement des salarié·e·s sur les lieux de travail, couplé à une perte de centralité de l'entreprise dans le capitalisme contemporain : le pouvoir capitaliste, c'est-à-dire l'actionnariat, «*privilège des chaînes de production dans lesquelles une multitude de prestataires sont mis en compétition*». C'est à cette échelle étendue qu'est exercé le contrôle des travailleur·e·s par la mise en tension des flux de production. Comme le disait Jean-Pierre Durand, «le flic est dans le flux». En dépit de l'essor du management, les salarié·e·s se trouvent paradoxalement confronté·e·s à des «nouvelles formes de ... désorganisation du travail» qui complexifient le travail, nécessitent des adaptations permanentes et contraignent à «mal travailler», ce qui a des effets délétères sur leur santé physique

et mentale. Au fil des entretiens avec des travailleur·e·s dans des situations diversifiées des points de vue de la qualification, du statut d'emploi et de la nature de l'activité (consultant·e·s, employé·e·s administratif·v·e·s, ouvrier·e·s de l'industrie, de la logistique, de la restauration, livreur·e·s, etc.), apparaissent les ressorts de l'efficacité économique sur lesquels s'appuie le management moderne que l'on peut résumer à partir d'une tension permanente, en apparence paradoxale, entre promesses d'autonomie et renforcement de la subordination. Les pratiques du télétravail en sont un exemple significatif. Mais, plus généralement, ce qui se manifeste aujourd'hui chez les consultant·e·s jusqu'aux livreur·e·s des plateformes, c'est le glissement d'une obligation de moyens propre à la relation salariale vers une assignation du travail par des objectifs de résultats et cela, dans un processus de changements organisationnels et technologiques permanents auxquels doivent constamment s'adapter les salarié·e·s considéré·e·s comme «entrepreneur·e·s d'eux-mêmes». Ce n'est donc pas tant le passage du salariat à l'indépendance qui est déterminant mais bien la transformation de la condition salariale de l'intérieur.

La deuxième partie, «Essentielles et méprisées», rédigée au féminin car bien des activités réputées «essentielles» sont réalisées par des femmes, s'intéresse au travail dans le non marchand et les services publics. Le *care*, le travail social, l'enseignement, le socio-culturel, le travail associatif en général, sont autant d'activités pénétrées aujourd'hui par les logiques managériales dominantes et des calculs budgétaires conduisant bien souvent à une intensification du travail, à une dégradation des conditions d'emploi et de travail et, en fin de compte, à une détérioration de la qualité des services. La période de la COVID a particulièrement éclairé ce paradoxe par lequel les activités relevant de la sphère de la reproduction sociale sont encensées pour la disponibilité temporelle, l'implication subjective dans le travail et les qualités relationnelles qu'affichent les travailleuses alors même qu'elles restent largement déconsidérées socialement et dévalorisées au plan salarial. Le fait est que les personnels des services publics et des services privés «au» public, en raison de leur caractère essentiel, ont été exposés aux risques sanitaires de la pandémie quand d'autres composantes de l'emploi étaient davantage protégées par la généralisation du télétravail, pour les un·e·s et le chômage temporaire au prix d'une perte de salaire, pour les autres. La crise sanitaire a ainsi servi de révélateur de contradictions à l'œuvre depuis longtemps. Les entretiens réalisés avec des infirmières, aides-soignantes, enseignantes, artistes, travailleur·e·s sociaux·ales et des services publics montrent une volonté commune de se réapproprier le travail, de préserver l'autonomie dans son exercice ainsi que la finalité sociale de l'activité malgré les appels à la rentabilité, la précarité, le sous-effectif et les risques pour la santé au travail ; autant d'effets générés par une tendance plus ou moins marquée à la marchandisation et à la privatisation des activités.

La troisième partie de l'ouvrage, «Résister en milieu hostile», livre des récits de délégué·e·s syndicaux·ales confronté·e·s à des difficultés au moment d'exercer leur mandat de représentant·e·s des travailleur·e·s . Le constat général qui en ressort peut étonner au premier abord : malgré une forte institutionnalisation des relations collectives de travail, en Belgique comme en France, l'action syndicale reste encore aujourd'hui largement entravée dans les entreprises, si bien que sa légitimité doit constamment être affirmée et conquise face à la violence des relations hiérarchiques et aux manœuvres du management pour diviser les travailleur·e·s, isoler et réprimer les délégué·e·s les plus combattifs qui se heurtent à deux difficultés majeures lesquelles se renforcent l'une l'autre. La première pourrait être résumée en termes de dénégation ou de contournement des réglementations du travail. Les délégué·e·s disent par exemple devoir au quotidien batailler pour tenter d'obtenir le respect du temps de travail, subordonné du point de vue du management aux «impératifs» de la

flexibilité dans des régimes de production en flux tendus, pour faire respecter les droits à la santé et à la sécurité sur les lieux du travail, notamment pendant la COVID, plus spécialement dans l'industrie alimentaire, la santé, les transports en commun et les services à domicile, ou basiquement pour permettre l'action collective, comme le droit de grève, et l'exercice des mandats syndicaux dans l'entreprise. À cela s'ajoute une deuxième difficulté liée à la reconfiguration flexible des entreprises qui se traduit d'une façon ou l'autre par une dispersion et un isolement croissant des travailleur·e·s et, dès lors, des représentant·e·s syndicaux·ales. Comment mener à bien un travail syndical dans des organisations en réseau où les travailleur·e·s sont dispersé·e·s chez des client·e·s, des donneur·e·s d'ordre, des utilisateur·e·s ou tout simplement à domicile dans le cas du télétravail ? À la rencontre de ces deux difficultés se pose à nouveaux frais l'enjeu de la démocratie sociale. C'est à cet égard, dans les propositions pour organiser les résistances collectives que réside aussi l'intérêt de l'ouvrage. Si la démocratisation de l'entreprise paraît illusoire à l'ère de la configuration néolibérale du capitalisme, on peut par contre déceler dans la pratique militante des dynamiques démocratiques par lesquelles, face à l'hétérogénéisation des situations d'emploi, les syndicats s'ouvrent à de nouveaux collectifs de travailleur·e·s, construisent des réseaux au-delà de l'entreprise, investissent de nouveaux champs d'activités et privilégient l'action directe, tout cela dans une perspective de transformation sociale.

Au terme de la lecture, le titre de l'ouvrage prend tout son sens. La critique populaire s'adresse bien à l'exploitation du travail qui conjugue des logiques de domination et d'injustice sociale (Renault, 2023). Au fond, quand Bourdieu, dans un article célèbre (Bourdieu, 1996), évoquait la double vérité du travail, il considérait qu'objectivement dans le régime capitaliste, les travailleur·e·s font l'expérience de l'exploitation, pourtant subjectivement ils et elles peuvent s'en accommoder car ils et elles aiment leur métier, s'impliquent dans leur emploi, ce qui peut les mener à endosser les intérêts de l'entreprise. En restituant la parole de travailleur·e·s, Nicolas Latteur fait le chemin inverse. Au premier abord, objectivement en quelque sorte, c'est une logique de coopération qui prévaut, les travailleur·e·s participent volontairement et de manière constructive à la production de biens et de services. Ce n'est qu'en développant leur sens critique à l'égard des discours et des pratiques managériales, à travers l'action collective, qu'ils et elles parviennent à mettre à jour les mécanismes de l'exploitation, les antagonismes que renferme le travail et à entrer en résistance.

AUTEUR

Esteban MARTINEZ-GARCIA, centre de recherche METICES-ULB
esteban.martinez@ulb.be

Bibliographie

- Nicolas LATTEUR, 2017, *Travailler aujourd'hui. Ce que révèle la parole des travailleurs*, Mons, Éditions du Cerisier.
- Emmanuel RENAULT, 2023, *Abolir l'exploitation*, Paris, La Découverte.
- Pierre BOURDIEU, 1996, «La double vérité du travail», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, 114, p. 89-90.